

Les fonctions sociales du service civil

Mohamed CHEKROUN

Maroc des illusions ou Maroc nouveau ? Quoi qu'il en soit, une volonté unique oeuvrait à la transformation de la réalité depuis l'indépendance. Etape par étape, c'est le temps des constructions, des "classements, des reclassements et des déclassements"⁽¹⁾. L'indépendance acquise contre la colonisation ; date symbolique, date anniversaire : 1973 où fut proclamée la marocanisation. Corrélativement et parallèlement, et pour mener à terme cette marocanisation dans le domaine administratif, on instaure le service civil obligatoire pour tous les diplômés de l'enseignement supérieur. Un même mot, marocanisation, couvre la période 1973-1977⁽²⁾ et l'action de l'Etat ; un vocabulaire commun établit leur continuité.

Le discours gouvernemental n'est pas creux. Les quotidiens nationaux, la radio et la télévision, les rapports du Secrétariat d'Etat au Plan, en témoignent par le recensement des entreprises marocanisées⁽³⁾, nombre de cadres formés, des maisons édifiées, etc... Il s'agit par l'accumulation de preuves sensibles - les réalisations - d'affirmer l'entrée de projets dans leur "phase opérationnelle". Progression mesurable, "quantifiable". L'économisme est donc le moyen de prétendre à une objectivité fixée sur les "choses" : machines, usines, bâtiments, engrais, etc...

La représentation de cet économisme officiel, comme celle de l'opposition, ne dit rien des rapports familiaux, du clientélisme, des stratégies économiques propres aux familles paysannes, des antagonismes issus de l'indépendance, des jeunes et plus particulièrement des civilistes, et de toutes les stratégies non mesurables, mais non moins réelles.

Bref, le réel ne représente pas la limpidité que lui prêtent les statistiques. Les choses, même quantifiées, n'existent que dans un milieu hétérogène ; les rapports de classe ne s'actualisent qu'à travers un enchevêtrement de déterminations et d'expressions.

Ainsi, l'analyse du service civil instauré dans le cadre de la politique étatique de marocanisation peut nous aider à comprendre la dynamique de la société maro-

(1) Concernant cette terminologie, voir P. Bourdieu, *La Distinction*. Minuit, Paris, 1979.

(2) Période correspondant à la mise en marche du plan quinquennal 73-77

(3) 1.500 d'après une note diffusée par le Secrétariat d'Etat au Plan en 1976. Cf. *Lamalif*, n°83, oct. 1976.

caine depuis l'indépendance. Soit le service civil. Des discours l'ont prévu, ont défini les principes politiques qui en motivent la réalisation ; d'autres textes (circulaires, instructions) l'ont préfabriqué, puis la mise en pratique donne lieu à de nouvelles paroles, suscite des commentaires. Des civilistes s'installent et s'intègrent, d'autres restent en marge. L'administration parle mais les civilistes aussi. Chaque médiation signifie. Ainsi s'opère une petite distanciation par rapport à l'édifice idéologique complet ; cela ne fait pas voir les rapports de classe du Maroc indépendant, mais quelques formes de leurs manifestations, de leur contradictions.

Pour décrire les mécanismes par lesquels le service civil apporte sa contribution spécifique au service des instruments de domination, on peut tourner les obstacles que l'administration oppose à l'investigation scientifique (pauvreté des données statistiques, interdiction de l'observation ethnographique, etc.) en utilisant la seule chose que l'administration ne peut pas ne pas livrer : l'expérience vécue du service civil. Contre toute les formes de neutralisation du contenu social de cette expérience, on a eu recours à des entretiens avec des civilistes et des ex-civilistes.

Le développement de la scolarisation, qui a entraîné la constitution d'un marché de titres scolaires et la rentrée dans le marché du travail d'une nouvelle génération de diplômés de l'enseignement supérieur issus de toutes les catégories sociales -surtout de celles qui utilisaient faiblement l'enseignement supérieur-, va être à l'origine de nouveaux conflits et réajustements sociaux. L'administration sera le lieu d'actualisation de ces conflits et le service civil le moyen d'inculquer la raison administrative et sociale à ces nouveaux parvenus qui peuvent constituer un danger pour l'ordre non seulement administratif mais social, essentiellement par la rationalité qu'ils peuvent introduire -ou revendiquer- dans la gestion et l'organisation du système tant économique que social et administratif.

Ainsi la fonction sociale de l'inculcation administrative par le biais du service civil ne saurait apparaître par l'analyse interne d'ordre institutionnel et il faut recourir à l'analyse de la composition sociale des civilistes. Mais on peut présumer que l'institution administrative vise à former les vertus serviles essentiellement chez ceux qui sont socialement désignés pour servir, quel que soit leur capital culturel⁽⁴⁾.

Ce serait rester prisonnier de l'idéologie administrative que de faire abstraction des propriétés que le travail d'inculcation tient de ses destinataires : en supposant ceux-ci socialement indéterminés à titre d'individus, on souscrit implicitement à une théorie des fonctions de l'institution d'après laquelle ces fonctions seraient neutres et on élude la question des fonctions réelles⁽⁵⁾. Or si l'on sait que l'inculcation administrative est destinée par prédilection aux dominés, on comprendra que l'institution ne visé pas tant à initier (ou à mater) l'"individu" qu'à contribuer au travail de domestication des dominés par des rapports de clientèle.

Par lui-même, le service civil a une fonction officielle de nivellement : il représente l'égalisation préliminaire dont l'institution a besoin pour paraître instaurer

(4) Ceux-ci commençaient à devenir nombreux dès le début des années soixante-dix.

(5) Ce procédé d'analyse s'inspire de celui qui a été mis en oeuvre pour la reproduction, voir P. Bourdieu et J.C. Passeron, *La Reproduction*, Minuit, Paris, 1971.

sa hiérarchie de façon propre et récompenser les mérites sans égard pour l'origine des civilistes. Le nivellement a donc une fonction de dissimulation des fonctions sociales de la sélection administrative : le service civil ne peut toucher ses destinataires réels qu'en paraissant s'adresser à tous.

Tout ce qui précède suggère suffisamment que le public de prédilection du travail pédagogique administratif se recrute dans les classes populaires. Les informations dont nous disposons ne nous permettent pas de faire définitivement de cette présomption une hypothèse vérifiée.

I. LES INEGALITES DE RECRUTEMENT

L'évolution de la politique de la formation des cadres depuis l'indépendance permet de la considérer comme un terrain d'exercice d'une lutte entre une petite bourgeoisie de promotion et une petite bourgeoisie nouvelle qui est aussi une lutte de générations. Le service civil est venu institutionnaliser l'accès de cette petite bourgeoisie nouvelle aux fonctions administratives⁽⁶⁾.

Si la fiction de l'enseignement et de la formation pour tous, accompagnée d'une forte mobilité sociale⁽⁷⁾, était tenue jusqu'à la fin des années soixante et le début des années soixante-dix, l'instauration du service civil est venue pour donner à chacun sa place non pas en fonction de la spécialité ou la spécialisation qui lui donne des compétences déterminées mais en fonction du capital social et économique (i.e. origine sociale) dont dispose le futur candidat à un poste.

Tout se passe actuellement -surtout depuis la fin des années soixante-dix comme si, pour parer aux inconvénients résultant du caractère universel du service civil, les fractions supérieures des classes moyennes et surtout les classes supérieures parvenaient à amoindrir ses effets. En effet, il existe plusieurs stratégies permettant aux individus issus de ces classes d'éviter le sort (destin social) des diplômés issus des classes populaires et des fractions inférieures des classes moyennes, ou du moins, d'échapper au chômage qui les attend au bout du tunnel : intervention d'en haut grâce à un réseau de relations sociales importantes, achat de postes⁽⁸⁾, etc.

(6) Cette petite bourgeoisie nouvelle est différente de la petite bourgeoisie de promotion par les conditions de production de chacune d'elles. La petite bourgeoisie de promotion s'est formée par tous ceux qui ont été formés sur le tas : stages rapides et courts, concours et diplômes préparés tout en exerçant une profession : "ceux qui ont enduré" (tqarfesna) comme ils disent. Ce sont les autodidactes de l'administration. Cette autodidactie est chaque fois rappelée comme pour faire de nécessité vertu - aux nouveaux venus, ceux qui n'ont pas enduré - les plus jeunes.

La petite bourgeoisie nouvelle est constituée de tous ceux qui, avec ou sans bourse, ont suivi un cursus scolaire et universitaire sans interruption jusqu'à la fin de leur carrière scolaire. Cette petite bourgeoisie nouvelle se divise en deux catégories : ceux qui sont dotés d'un fort capital social et économique et ceux qui sont dépourvus du capital économique et social nécessaire pour tirer un meilleur profit de leurs titres scolaires. C'est cette dernière catégorie qui constitue le public de prédilection par excellence du travail pédagogique administratif.

(7) Pour ce qui est des ingénieurs, voir P. Pascon, l'ingénieur entre la logique des choses et la logique de classe, in *les Temps Modernes*, n° spécial : Du Maghreb, n° 375 bis, oct. 1977, pp. 273-283.

(8) Le prix de chaque poste est évalué en fonction du poste sollicité et de la ville où l'on désire être affecté : ce prix oscille entre 3.000 et 10.000 DH, parfois plus.

Il y a tout lieu de suspecter la représentation du service civil comme "brassage entre les classes". Généralement, cette représentation prend chez les responsables de l'administration le prétexte d'une co-présence constatée relativement - dans un même service ou administration du fils "du peuple" et du fils de "l'élite". Cependant, ce qui est vu vient occulter quelque chose qui n'est guère visible. En effet, les civilistes, issus des classes supérieures, qui passent leur service civil ne sont pas les survivants malchanceux d'une catégorie dont les membres sont en majorité parvenus à se soustraire à cette expérience en réduisant son délai ; les plus "brassés" sont les membres des classes populaires et des fractions inférieures des classes moyennes. Pour ceux-ci, la vie vécue comme jeu de hasard fait surgir des puissances impersonnelles et personnalisées, omniprésentes et localisées, bénéfiques et maléfiques, qui meuvent et animent tout l'univers social.

II. L'ATTITUDE DES CIVILISTES FACE A LA "SAINTE RAISON ADMINISTRATIVE"

L'analyse des mécanismes de dressage ne peut se dispenser de prendre en compte l'attitude des civilistes face à ce que l'on fait d'eux ou cherche à faire d'eux. En effet, quelque grande que soit la situation de contrainte, elle est susceptible d'interprétations, d'adaptations et elle appelle toujours une réaction de la part de ceux sur qui elle s'exerce : ce serait être prisonnier de la représentation que l'institution administrative se fait elle-même de son travail que de supposer que les effets en sont homogènes et homogénéisants comme si les résultats ne devaient pas être déterminés de façon différentielle par l'origine, le passé, les valeurs et, finalement, l'éthos de classe des sujets concernés.

1. L'ordre et le chaos.

La double expérience du rapport avec les supérieurs d'une part, et du rapport avec les pairs d'autre part, comporte le principe de structuration de l'expérience de la vie administrative. Face aux premiers, le civiliste est livré au **dépaysement**. Mieux : il y est jeté délibérément et méthodiquement. En visant à une déculturation brutale et rapide, l'administration suscite ou entretient systématiquement le désarroi des civilistes. Tout concourt à accroître l'étrangeté de cette expérience, à commencer par le ritualisme administratif : contraint de renoncer à l'application du principe de raison devant des ordres qui ne sont parfois pas justifiables par le critère de l'utilité, le civiliste est réduit à cette psychologie par défaut qui consiste à attribuer aux supérieurs des mobiles inintelligibles ("*ils veulent tout simplement nous emmerder et nous embêter*"). Ainsi, l'administration apparaît comme une entreprise aux finalités obscures, dotées de règles étranges et animée par des individus bizarres : l'expérience qui en est faite est celle de l'absurdité, de l'étrangeté impénétrable et par suite de l'imprévisible.

C'est dire que le formalisme de l'inculcation administrative qui vise à la domestication des dominés rend possible la méconnaissance de sa propre vérité objective. Séparée dans l'espace, limitée dans le temps, soumise à des règles

quasi-autonomes, l'expérience du service civil aura tendance à être perçue comme "coupée" des autres aspects de l'existence sociale et donc dépourvue de toute fonction. L'opposition fonctionnaire/civiliste, vie civile et professionnelle "normale"/vie de civiliste qui structure le discours nostalgique ou amer des civilistes et qui est objectivement fondée sur l'autonomie relative de l'institution administrative, suppose une dichotomie entre deux mondes clos et séparés. Il faut comprendre dans cette logique d'une part la perception chaotique de la vie d'un civiliste et d'autre part la perception idéalisée de la "vie civile et professionnelle normale". On peut présumer à quel point une opposition qui entretient la méconnaissance des fonctions sociales de l'administration, peut servir ces fonctions et renforcer directement l'efficacité de l'entreprise d'inculcation.

Le dépaysement devant le monde étrange de l'institution administrative détermine une situation de détresse que les agents de l'autorité dans l'administration peuvent manipuler et contrôler pour renforcer la domination : il leur suffit pour cela d'amorcer la crainte en isolant le civiliste⁽⁹⁾. Privé d'un repère fixe que peut constituer un groupe, l'individu isolé, et donc impuissant, n'a d'autre ressource que d'éviter les situations de tension par une conduite "étriquée" : il s'agit de "se faire petit", "d'éviter les emmerdes", "d'avoir de la paix", bref simplement de *survivre* (même économiquement). Cherchant à fuir les tensions, particulièrement par l'absentéisme ou le retard, il se trouve compromis avec l'institution administrative.

Dans cet univers où il est interdit de comprendre et auquel il manque la sécurité et la prévisibilité, il est impossible d'insérer cette suite conséquente de coups ajustés que suppose une conduite rationnelle : un projet positif se trouvant frappé de stérilité, le civiliste en est réduit à ce projet purement négatif qui consiste à se tenir sur ses gardes pour éviter les ennuis. Cette vie "à l'économie" où la prévoyance n'a guère de place est une vie "au jour le jour" ; à force d'astuces, elle tente de remporter des succès ponctuels, précaires et qui ne s'additionnent jamais : il s'agit d'arracher ici une intégration, là d'éviter un renvoi à un autre service moins valorisant ou tout simplement, de n'"avoir droit qu'à un quitus". Le monde de la combine et de la débrouille est par nature, un monde individualisant du "chacun pour soi", étant donné que le salut collectif apparaît comme impensable, même pour ceux qui font intégralement partie de l'administration ; il ne reste que ce salut individuel et partiel à quoi travaillent l'ingéniosité personnelle et surtout le sort imprévisible. Privés de la maîtrise des conditions leur permettant de former un projet (personnel et professionnel) cohérent, les civilistes -surtout les plus démunis d'entre eux économiquement et socialement- se trouvent dans une situation analogue à celle de sous-prolétaires dans la mesure où, à défaut de "prises" sur leur avenir, ils en sont réduits à attendre leur salut de la *chance*⁽¹⁰⁾ : il y a les "chanceux" (m'walin ez-z'har)⁽¹¹⁾ Et ceux qui n'ont pas

(9) Il est très rare de trouver plus de deux civilistes dans un service administratif. Et les deux qu'on trouve sont souvent de sexe opposé.

(10) Cf. P. Bourdieu, A. Darbel et al., *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris/La Haye, Mouton, 1963 ; Bourdieu, *Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles*, Minuit, Paris, 1977.

(11) Comme pour trouver un travail au chantier, il existe tout un réseau - au sein de l'administration =

de chance. Ce rapport magique au destin (i.e destin social) s'incarne dans la croyance, généralisée dans toutes les couches sociales au Maroc, à la toute - puissance du piston ("m'âaref") : le piston est l'intervention miraculeuse qui provient de l'extérieur ou d'en haut. Type même d'explication mystifiée puisqu'elle interprète la situation individuelle non à partir d'un système de conditions objectives, mais à partir d'une manne individuelle, la mythologie du piston fait obstacle à la formation d'une conscience collective et civique même au niveau des diplômés de l'enseignement supérieur. Au lieu d'être référée à l'identité du niveau socio-économique, l'obtention d'un quitus et le chômage sont perçus comme le résultat malencontreux d'une distribution aléatoire ("on n'a pas eu de chance", "ils n'ont pas voulu m'intégrer", "ils n'ont pas de poste budgétaire"...)(12). Ainsi, "la vie vécue comme jeu de hasard fait surgir des puissances impersonnelles et personnalisées, omniprésentes et localisées, bénéfiques et maléfiques, qui meuvent et animent tout l'univers social"(13). Et le sentiment d'une malveillance systématique s'associe naturellement à la croyance en la toute-puissance du piston bénéfique, "baraka" non seulement du sous-prolétaire mais de tout diplômé de l'enseignement supérieur au Maroc.

Quoique l'expérience de la contrainte soit vécue relativement par tous les civilistes, tous ne sont pas démunis, au même degré, des moyens de la surmonter. Deux positions formellement identiques dans l'administration peuvent renvoyer à des aptitudes très différentes de savoir les gérer : le civiliste "recommandé" peut chercher à pénétrer l'organigramme de l'administration pour savoir à qui s'adresser, pour étendre sa sphère de relations au-delà du chef de service et se faire voir, et bien voir, des détenteurs ultimes de l'autorité dans l'administration. A l'inverse, les civilistes issus des classes populaires et des fractions inférieures des classes moyennes sont souvent dépourvus de l'aptitude à calculer les coups avantageux.

Si l'incertitude des derniers procédés d'affectation et de recrutement, l'excédent de diplômés et la dévalorisation des titres scolaires, donnent force à la croyance en la toute-puissance des protections, l'efficacité des protections et des relations personnelles n'est pas la même pour les différentes catégories de civilistes. Ceux-ci, en raison de leur instabilité et de leur avenir incertain, n'ont d'autre souci que de conserver une place -qu'ils n'ont pas encore, si détestable soit-elle. Ainsi, et encore une fois, ils sont comme les sous-prolétaires ; ils ne peuvent revendiquer une dignité : la revendication de la dignité ne passe vraiment au premier plan que pour une minorité de privilégiés, libérés de la hantise du lendemain que sont les civilistes les mieux dotés en capital, social et économique.

= ou para-administratif - avec ses intermédiaires ("cabrane") qui évaluent le prix à donner pour avoir un poste correspondant à la nature des compétences attestées par le diplôme et aux attentes - objectives et subjectives - du prétendant.

(12) Cette situation est manifeste et régulière depuis le début des années 80.

(13) P. Bourdieu, *Algérie* 60, op. cit. p. 78.

2. Le civiliste et l'action du temps.

Par son rapport "relâché" à autrui, au travail, à son corps, le civiliste arrivé à un degré où l'ancienneté lui donne l'expérience suffisante des tolérances de l'institution, signifie qu'il a cessé de porter crédit aux menaces de ses supérieurs hiérarchiques, d'avoir peur, de se faire posséder par le "ménage" de l'institution. Ainsi, la "dégaine" s'oppose à l'attitude conforme des deux ou trois premiers mois : au visage rasé, elle oppose le visage poilu ou barbu ; même dans la tenue vestimentaire, se glisse la négligence contrôlée de certains détails. A cela s'ajoute le non-respect des horaires du travail. Cette attitude est davantage favorisée par le retard des indemnités qu'il ne commencera à toucher qu'à partir du sixième mois.

Ce n'est pas un hasard si la "dégaine" est un attribut de l'ancien⁽¹⁴⁾ : moins soumis que le nouvel affecté aux contraintes de l'autorité et au vide incompréhensible auquel il est confronté, informé par l'expérience quotidienne et par sa propre origine sociale des limites réelles que l'on ne saurait franchir, lesquelles ne coïncident pas toujours avec les limites déclarées, et de l'indulgence éventuelle ou de l'indifférence des responsables de l'administration, l'ancien s'ingénie à tourner les règles, à faire montre de diverses astuces, de sa débrouillardise... Le contraire de l'ancien, c'est, soit celui qui, en dépit de l'assurance que l'ancienneté aurait dû lui apporter, continue à adopter une attitude étroitement servile que seule la prétention à être intégré semble pouvoir expliquer ; soit le nouvel affecté qui, dépourvu de capital social nécessaire pour une éventuelle intégration, s'en tient à un respect quasi religieux d'obligations que, ne sachant pas encore si elles sont essentielles ou pas, il préfère observer en bloc.

L'ancien est donc celui qui, ayant surmonté crainte et désarroi, parvient à s'orienter dans ce milieu étranger, à s'y débrouiller, à élaborer des stratégies adaptatives secondaires : relations amicales avec le personnel du service ou de l'administration.

L'attitude laxiste de l'ancien n'ayant pas les dispositions (piston) que requiert l'administration pour être intégré s'actualise également dans le rapport au travail : la lenteur à exécuter une tâche, à se rendre à une autre administration ou service et, généralement, l'absentéisme manifeste que, dans l'emploi qui est le sien, l'ancien parvient à amortir les effets de la contrainte et de l'arbitraire. Ici les civilistes sont comme ces travailleurs occasionnels des chantiers de la promotion nationale, qui sont des hommes prêts à tout faire, des hommes dont la vie se passe sous le signe du provisoire. Dépourvus d'une vie régulière de travail et de la sécurité que garantit le produit assuré du travail, contraints à cette logique du hasard, "faute de posséder sur le présent ce minimum de prise qui est la condition de l'effort délibéré pour trouver prise sur le futur"⁽¹⁵⁾, ils ont recours à l'entraide familiale et se trouvent, par ce biais, pris dans ce réseau d'échange social et économique qui a pour règle la dénégation de l'économie : "Je suis marié. Ma

(14) Surtout le moins doté en capital social pouvant lui permettre une intégration dans le même service s'il correspond à sa "vocation" ou dans un autre qui correspondrait mieux à elle.

(15) P. Bourdieu, *Algérie 60*, op. cit., p. 90

femme vit avec ses parents (...) J'ai honte de demander un dirham à mon père après tout l'espoir qu'il a mis dans mes études" (ex-civiliste en chômage, licencié en philosophie).

Placés devant cette situation, les civilistes désarmés socialement et économiquement, bien qu'ayant les dispositions que requiert la rationalité tant économique que sociale, sont obligés de s'enfermer dans cette aptitude à tourner la règle qui est aussi bien une accoutumance à la règle : moyennant l'octroi implicite et probable d'un poste, le civiliste désarmé s'en tient à cette vie où il ne fait que survivre jour après jour. La sagesse de celui qui s'en remet à l'action du temps, a pour principe : "il faut que ça passe".

Le renoncement à l'action temporellement structurée ne laisse d'autre issue que celle, magique, de considérer le temps comme un agent et l'impuissance du civiliste désarmé n'attend de secours que de la toute-puissance du temps : il n'y a rien à faire, c'est le temps qui fait tout. L'ancien laisse faire le temps ou plutôt l'aide à passer et à le "tuer", ne serait-ce qu'en s'ingéniant à manipuler imaginairement la durée : l'ancien est l'image de la répétition abstraite de l'identique, i.e. d'une durée sans contenu qui est le contraire même d'un devenir. S'il est vrai que cette attitude constitue la riposte à un milieu hostile, elle représente une forme incontestable d'adaptation à ce milieu : en obtenant les déterminations de la chose-passivité et immobilité - l'ancien renonce à tout projet qui transcenderait l'univers institutionnel et à toute possibilité latérale dont il pourrait être l'initiateur.